

## **ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION**

**Objet : travaux de création de chambre et fourreaux sis « Impasse des Jardins »  
(Route d'Etretat / RD 940)**

Le Maire de SAINT-LEONARD,

**VU** : Le Code des Communes,

**VU** : le Code des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2 et suivants,

**VU** : Le Code de la Voirie Routière,

**VU** : Le règlement préfectoral du 23 mars 1965 portant règlement sur la conservation et la surveillance de la voirie communale,

**VU** : La loi modifiée n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, le Code de la Route, notamment son article R 411.8,

**VU** : le décret n° 86.475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route.

**VU** : l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents.

**VU** : La demande faite par SPIE CITYNETWORKS à CLÉON.

### **CONSIDERANT :**

Que le revêtement routier au niveau de l'« impasse des Jardins » pour des travaux de création de chambre et fourreaux ne permet pas une circulation régulière.

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** A compter du mercredi 5 octobre 2022 et jusqu'à la remise en état de la voirie, la circulation se fera par alternat de feux tricolores et le stationnement sera interdit au niveau de l'entrée de l'« impasse des Jardins » (route d'Etretat / RD 940).

**Article 2 :** La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS.

### **Article 3 : RESPONSABILITE DU PETITIONNAIRE**

- La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée, pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation,
- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Aucun trouble ou dommage ne pourra notamment être causé aux installations déjà existantes et tous autres ouvrages établis par l'administration ou les particuliers. Le pétitionnaire sera d'ailleurs responsable de tous dommages ou accidents résultant de ses travaux ou installations, et il devra, le cas échéant, couvrir la Commune de tous ses frais d'instance ou condamnation qui pourraient être occasionnés par l'existence de ces ouvrages.
- L'entreprise est responsable de la tenue des réparations effectuées sur le domaine public, pendant une durée de deux ans, à compter de la réception des travaux.

#### **Article 4 : INFRACTION**

Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

#### **Article 5 : RESPONSABILITE DES USAGERS**

Les conducteurs de véhicules devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où des accidents viendraient à se produire par la suite de la non-observation du présent arrêté.

#### **Article 6 : PRESCRIPTIONS DIVERSES**

Le chantier sera considéré comme terminé une fois le récolement des travaux et la remise en parfait état du site constaté par un représentant de la Mairie.

**Article 7** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- SPIE CITYNETWORKS
- Monsieur le Commandant de Police
- Monsieur le Garde Champêtre Chef Principal

**A SAINT-LEONARD**

**Le 3 octobre 2022**

**Le Maire,**



**Bernard HOGUET**

